

LE 23 JUIN, ON CONTINUE !



Depuis plusieurs mois la lutte est engagée avec pour seuls objectifs le retrait de la loi El Khomri et l'ouverture de nouvelles négociations pour un code du travail protecteur des droits des salariés. Dans ce but, la CGT a remis entre les mains du gouvernement ses propositions.

La surdité gouvernementale renforcée par les agressions et provocations verbales du premier ministre contre les organisations syndicales, avec la CGT en première cible, est toujours à l'oeuvre.

Le 23 juin, la nouvelle journée de mobilisation est donc pleinement justifiée. Pour la CGT Finances Publiques, il est essentiel de poursuivre le combat engagé.

En effet, la loi «travail» est porteuse de régressions sociales pour l'ensemble des salariés. Ce qui se cache, par exemple, derrière l'inversion de la hiérarchie des normes ce n'est ni plus ni moins que la volonté de soumettre les salariés d'une entreprise au seul arbitraire patronal dans la plupart des domaines.

Mais moins de droits, moins de garanties collectives, moins de salaires et plus de travail... ça ne vous rappelle pas quelque chose ?

C'est aussi ce que nous vivons dans la fonction publique et à la DGFIP à coups de suppressions d'emplois, de salaires laminés, de mises en cause des règles de gestion, de fermetures de services et de restructurations, de conditions de vie au travail toujours plus dégradées.

Les politiciens libéraux, gouvernementaux et d'opposition, ne s'en cachent plus. S'ils arrivent à leurs fins avec la loi «travail», leur prochaine cible sera clairement d'en finir avec le statut général des fonctionnaires. S'appuyer sur les régressions dans le privé pour les légitimer dans le public, voilà leur stratégie!

Nous avons donc toutes les raisons de continuer le combat contre la loi El Khomri en y mêlant nos revendications DGFIP.

Et nous avons toutes les raisons de développer nos luttes à la DGFIP en les faisant converger avec celles des autres salariés.

La férocité anti-sociale de ce gouvernement, sa volonté d'amplifier comme jamais les politiques d'austérité nécessite de déployer pleinement cette démarche à la DGFIP dès maintenant et dans les mois qui viennent !

**LE 23 JUIN, FAISONS ÉCHEC AUX PROVOCATIONS GOUVERNEMENTALES !
EXPRIMONS TOUS ENSEMBLE NOS EXIGENCES REVENDICATIVES !**

POUR :

- Le retrait du projet de loi El Khomri ;
- L'abandon de PPCR, du RIFSEEP et le refus de toute modulation du régime indemnitaire ;
- Le maintien du statut général des fonctionnaires, des statuts particuliers et de nos règles de gestion ;
- L'arrêt des suppressions d'emplois à la DGFIP, la création des emplois nécessaires et le comblement immédiat des vacances d'emplois ;
- Le maintien du réseau de la DGFIP, l'arrêt des restructurations et fermetures de services ;
- L'abandon du projet de retenue à la source.